

# Abou Dhabi sort de l'ombre



idée de ce que le fonds investit à l'étranger. La ligne « dépenses des entreprises publiques à l'étranger » indique des sorties de capitaux de 109 milliards de dollars en 2006 et 146 milliards de dollars en 2007. Or, on considère que 85 % de ces investissements hors frontières sont imputables à Adia.

## MAIS OÙ VA CET ARGENT ?

En attendant que les communicants recrutés par Adia se mettent à la tâche, il est encore difficile de savoir dans quels pays cette manne est investie. Parfois, la chance ou une gaffe de diplomate permettent de lever une partie du voile. Ce fut le cas il y a un an, lorsque l'ambassadeur du Japon aux Émirats arabes unis s'est publiquement félicité du fait qu'Adia possédait un portefeuille de près de 40 milliards de dollars dans le pays du Soleil-Levant, composé essentiellement de valeurs vedettes de la Bourse de Tokyo. « Adia est un véhicule d'investissement très sophistiqué dont la politique peut se résumer à la recherche du meilleur placement à tout moment et au moindre risque », relève un autre banquier européen en poste à Abou Dhabi. Une

affirmation qui écorne l'idée d'une gestion prudente. « Pour les grosses capitalisations occidentales ou asiatiques, les positions de ce fonds sont souvent à long terme, mais c'est loin d'être une politique figée. Adia entre et sort du marché en permanence et arbitre entre les différentes places et catégories d'actifs. C'est vraiment une gestion dynamique qui ferait pâlir d'envie les gérants les plus connus de Wall Street ou de la City. »

L'exemple de l'investissement réalisé dans Citigroup parle de lui-même. En déboursant 7,5 milliards de dollars pour acquérir des obligations converti-

## « C'EST VRAIMENT UNE GESTION DYNAMIQUE QUI FERAIT PÂLIR D'ENVIE LES GÉRANTS LES PLUS CONNUS DE WALL STREET OU DE LA CITY. »

bles qui, en 2011, lui offriront 4,9 % du capital de la banque américaine, Adia a déjà réalisé une très bonne affaire financière puisque cet investissement lui rapportera d'ici là près de 11 % par an soit 1,7 milliard de dollars d'intérêts. « Ils sont bons, même très bons. Je comprends qu'ils n'aient pas envie de communiquer parce que leur stratégie d'investissement pourrait être dupliquée par d'autres acteurs sur le marché »,

juge le représentant d'une banque française aux Émirats.

## POURQUOI EN VEUT-ON À ADIA ?

Fidèles à leur souci permanent d'éviter tout conflit, notamment avec les gouvernements occidentaux, les officiels émiriens ne veulent pas s'engager sur la piste incertaine du racisme antiarabe même si certains journaux de la région, y compris anglophones, défendent cette thèse. Pragmatiques, les Abou-Dhabiens voient plutôt dans le tir de barrage contre Adia une volonté de leur imposer un partage plus conséquent des fruits de leurs investissements. L'idée selon laquelle ce serait l'industrie de la gestion d'actifs qui, en sous-main, attiserait le feu des critiques à l'encontre des fonds souverains semble très répandue. « Le trésor de guerre d'Adia fait rêver des milliers de gérants à travers le monde. Certains ont intérêt à ce que les critiques contre l'opacité de ce fonds se multiplient pour ensuite venir se poser en recours et obtenir une part du gâteau. En confiant officiellement des mandats à ces établissements connus, Adia gagnerait en crédibilité : voilà le "deal" qui leur est sans cesse proposé », révèle le banquier européen.

C'est ce qu'a bien compris China Investment Corp. Le fonds souverain chinois doit prochainement annoncer à qui, parmi la centaine de gérants internationaux candidats, il confie un mandat de gestion pour les années à venir. « Il y a beaucoup de gens qui nous font des offres de service et qui, de retour dans leur pays, alimentent en sous-main le flot des critiques contre Adia, confirme l'un des responsables du fonds émirien. En soit, cela n'est pas choquant. C'est de bonne guerre et cela fait longtemps que nous gérons ce type de situation. »

La semaine prochaine, à Abou Dhabi, aura lieu un forum économique régional. Dans les tours aux verres miroitants où se gèrent des milliards de dollars d'investissements, il se murmure que l'un des participants vedettes, en l'occurrence Alan Greenspan, l'ancien président de la Réserve fédérale, pourrait annoncer sa nomination comme conseiller d'Adia, voire son entrée au conseil d'administration. Déjà courtisé par le chinois CIC et par le qatari QIA, il devra tout de même expliquer comment ses réticences et doutes exprimés à maintes reprises à l'encontre des fonds souverains se sont soudain évanouis...

AKRAM BELKAÏD,  
ENVOYÉ SPÉCIAL À ABOU DHABI

## DEMAIN

**MUNICIPALES**  
Duel sans pitié  
à Marseille.